

LA CONFIDENTIALITÉ ET DIVULGATION DES DOCUMENTS

Sous la responsabilité du Conseil d'administration

Numéro : 16-2014

adoptée le : 20 mars 2014

évaluée le : 02 mars 2015

16 mars 2016

29 mars 2017

27 février 2018

révisée le : 14 mars 2019

1.0 Préambule

La présente politique s'applique à tous les administrateurs et le personnel de Culture Lanaudière et complète le Code de protection des renseignements personnels à l'usage du Conseil d'administration de Culture Lanaudière.

- a. Le grand appui ainsi que la haute estime de ses membres et de la clientèle pour Culture Lanaudière découlent non seulement du fait que l'on reconnaît sa mission d'utilité mais aussi du haut degré d'intégrité, d'objectivité et de professionnalisme de ses administrateurs et de son directeur général.
- b. La présente politique vise de plus à raffermir la confiance dans l'intégrité de Culture Lanaudière, de ses administrateurs et de son directeur général.
- c. Avant d'entrer officiellement en fonction ou au moment de le faire, les administrateurs et le directeur général signent ce document pour attester qu'ils ont lu la présente politique et qu'ils conviennent de s'y conformer. Ils doivent revoir au moins une fois par année leurs obligations en vertu de la présente politique.
- d. Les administrateurs et le directeur général ont, envers Culture Lanaudière, des devoirs et des responsabilités qui leur imposent des normes élevées de prudence. Ces normes de prudence obligent les personnes en cause à agir avec honnêteté et de bonne foi, en fonction des meilleurs intérêts de Culture Lanaudière.

2.0 La confidentialité

Les membres du Conseil d'administration et le directeur général doivent reconnaître qu'au cours de leur mandat ou prestation de services pour Culture Lanaudière, ils se verront confier des renseignements confidentiels dont la divulgation pourrait nuire aux meilleurs intérêts de Culture Lanaudière et de sa clientèle. Le droit de maintenir la confidentialité des renseignements en question constitue un droit de propriété que Culture Lanaudière a l'obligation de protéger.

3.0 La protection de renseignements

L'obligation de l'administrateur et du directeur général de protéger les renseignements de nature confidentielle de Culture Lanaudière et de ses instances, demeure en vigueur après l'expiration de leur mandat ou prestation de services.

Les administrateurs et le directeur général de Culture Lanaudière doivent maintenir la confidentialité de ses renseignements et doivent :

- a. Faire preuve de discrétion dans la divulgation de renseignements confidentiels (lesquels renseignements écrits ou oraux ne sont à la portée que des personnes autorisées à les recevoir);
- b. Éviter de divulguer des renseignements confidentiels relatifs à Culture Lanaudière à toute personne, entreprise ou organisme, ou d'utiliser ces renseignements à toute autre fin que celles qui sont nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions officielles;
- c. Éviter de divulguer, directement ou indirectement, à toute personne, entreprise ou organisme, les affaires particulières de Culture Lanaudière ou toutes autres informations confidentielles et renseignements sur ses affaires qu'ils peuvent avoir appris en s'acquittant de leurs fonctions envers Culture Lanaudière accessoirement à celles-ci, que ce soit pour le bénéfice personnel ou au détriment ou au désavantage visé ou probable de Culture Lanaudière ou de ses instances;
- d. Éviter de divulguer le nom ou l'adresse de toute personne, de tout employé, des listes de fournisseurs, des plans des études ou de l'information reçus dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions;
- e. Éviter de divulguer des renseignements sur Culture Lanaudière ou ses instances qui pourraient nuire à son image ou à sa réputation;
- f. Ne permettre à personne d'examiner ou de copier des rapports ou des documents de Culture Lanaudière ou de ses instances, sauf au besoin, dans l'exercice de leurs fonctions;
- g. Éviter de se placer dans une position d'obligation envers des personnes qui pourraient bénéficier ou sembler bénéficier de la divulgation de renseignements confidentiels;
- h. Éviter de bénéficier ou de sembler bénéficier de l'utilisation de renseignements qui ne sont pas à la portée de la population en général et qui sont acquis dans l'exercice de leurs fonctions.

4.0 La divulgation des documents

Ces personnes pourront, au besoin, divulguer et permettre l'accès à certains documents qui sont la propriété de Culture Lanaudière. Ces documents sont regroupés en diverses catégories : public, confidentiel ou réservé. Il est important de se rappeler que la divulgation d'un document ne doit pas compromettre la mission, la viabilité, le fonctionnement ou les objectifs de Culture Lanaudière.

5.0 Sont dits publics et sont, par le fait même, disponible pour tous :

- Charte de constitution;
- Rapport annuel;
- Pochette d'information;
- Dépliants ou documentation générale;
- Site Web;

6.0 Sont dit confidentiels et sont, par le fait même, réservés pour l'usage et la consultation des membres, ou tout autre organisme qui a des liens financiers avec Culture Lanaudière :

- Règlements généraux;
- Procès-verbaux des assemblées des membres;
- Bilan financier;
- Politiques du Conseil d'administration.

7.0 Tous les autres documents sont dits réservés et sont pour usage et consultation exclusifs par les membres du Conseil d'administration, le directeur général et le personnel de Culture Lanaudière étant affecté à ces dossiers.

Ces documents sont :

- Les procès-verbaux des rencontres du Conseil d'administration;
- Les documents requis par les bailleurs de fonds
- Les comptes rendus des comités;
- Le Plan de communication, s'il y a lieu
- Le Plan d'action des projets;
- Le Plan de marketing;
- Le Plan stratégique;
- Le Plan d'affaires (s'il y a lieu);

Néanmoins, les plans de communication et les plans d'affaires pourront également être montrés et divulgués à certaines personnes ou autre organisme ayant un lien financier avec Culture Lanaudière, et ce, sur demande, étant donné que leur participation aux diverses activités peut en dépendre.

À la fin de leur mandat ou de prestation de services, les administrateurs et le directeur général doivent détruire ou remettre à Culture Lanaudière et ses instances, tous les documents et autres objets qu'ils détiennent ou contrôlent et qui ont trait à Culture Lanaudière ou ses instances.

Les personnes qui ne respectent pas les présentes lignes directrices s'exposent aux sanctions que le Conseil d'administration jugera appropriées, pouvant aller jusqu'à la destitution ou le congédiement.

NOTE :

- a. La loi oblige la tenue de procès-verbaux pour toutes les instances décisionnelles et il faut conserver ces procès-verbaux durant toute l'existence de l'organisation.
- b. Les procès-verbaux ne sont accessibles qu'à ceux qui ont assisté ou avaient le droit d'assister à une assemblée ou une réunion.